

Royaume du Maroc
Conseil National des Droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

21 Mars 2011
21 مارس 2011

شعارهم "الإفراج أو الموت"

معتقلو "السلفية" يواصلون اعتصامهم المفتوح في السجون

انتظار طويل للتحقق من صدق ما كان يروج من حين لآخر حول إنصافهم وإطلاق سراحهم، وغزا بيان لهم أن اعتصامهم جاء بعد تأكيدهم من أن تلك الوعود كانت مجرد حقن مسكنة. وشدد المعتقلون الإسلاميون بسجن أكادير على إطلاق سراحهم ورؤى الاعتبار لهم على المستوى المادي والمعنوي.

وتوحدت مطالب المحتجين على أن قرار الاعتصام جاء بسبب غياب أي إرادة سياسية للتسوية الشاملة العادلة، والعاجلة للملف، وخلو أجنحة الإصلاح والتغييرات من أي مؤشر للحل الشامل، تم محاولة الدولة ما سموه الانتفاخ على هذا المطب يشاعة انقراجات محصورة في عدد قليل لا يتعدى 2 في المائة من مجموع المعتقلين.

وفي انتظار بلاغ رسمي من الجهات العليا، يشدد المعتقلون على الاعتصام داخل الزنازين مهدين بالموت في حال إهمال مطالبهم، مقابل وقفات احتجاجية تنظمها العوائل خارج أسوار السجن المحلي بسلا للمطالبة بحل هذا الملف وهو ما بدأتها عوائل المعتقلين بمساندة تنسيقية الحقيقة للدفاع عن معتقلي الرأي والعقيدة، ومنتدى الكرامة لحقوق الإنسان، ومجموعة من الجمعيات الحقوقية، وكذا معتقلين سابقين على خلفية نفس الملف منذ يوم الخميس.

سناء كريم



يواصل المعتقلون على خلفية ما يعرف بـ "السلفية الجهادية" اعتصامهم المفتوح الذي بدأه أغلبهم منذ يوم الخميس بكل من السجن المحلي بسلا، السجن المركزي بالقنيطرة، السجن المحلي بتنگت، السجن المحلي بآيت ملول بأكادير، السجن المحلي بوركايين بفاس، السجن المحلي بالجبديدة. البداية كانت من السجن المحلي بسلا، حيث صعد ستة معتقلين لأعلى سور السجن، مهدين بالموت من أجل فك أسر الآخرين، واعتصم مجموعة من المعتقلين بنفس السجن بساحة السجن، ويممرات العنابر رافضين الدخول إلى زنازينهم يوجد من ضمنهم ضحى أبو تابت، وفوزية أزوكاغ المعتقلتين على خلفية نفس الملف.

وزارت زيارة الأمين العام للمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان محمد الصبار للسجن المحلي بسلاو السجن المركزي بالقنيطرة، وما فهمه المعتقلون من تصريحاته لهم. ونقلت مصادر من عائلات السجناء عن المعتقلين قولهم إن الصبار أفادهم بكون المجلس لم يتلق أي تعليمات مباشرة للحل الشامل، وأن ملفهم لا يحظى بالأولوية الآن، وبأن جهات تحول دون التسوية الشاملة للملف "السلفية الجهادية"، وأضافت المصادر أن الصبار اكتفى بإعطاء إشارات للانقراج قريبا على جميع الملفات- من حدة الاحتقان داخل السجون. ولم يتسن له "التحدييد" أخذ رأي الصبار في الموضوع.

هذا وانضافت إلى الحركة الاحتجاجية التي انطلقت من سجن سلا

Du 19 au 25 03 11

➤ **Nouveau président du CNDH, Driss Yazami revient dans les détails sur les nouvelles fonctions de ce conseil. Et nous donne son avis sur le projet de réforme de la Constitution.**

Driss El Yazami, président du CCME (Conseil de la communauté marocaine à l'étranger), fonction qu'il assumera jusqu'en 2012, est aussi le tout nouveau président du Conseil national des droits de l'homme (CNDH). Également membre de la Commission de révision de la Constitution, il semble être aujourd'hui l'homme de toutes les situations et de toutes les nouveautés. Interview.

Vous venez d'être nommé à la tête du Conseil national des droits de l'homme. Quand cette structure sera-t-elle opérationnelle de manière effective et quels seront ses objectifs? Surtout, en quoi sera-t-elle différente du CCDH (Conseil consultatif des droits de l'homme)?

La première urgence est d'installer le CNDH pour qu'il puisse exercer de manière effective toutes ses fonctions, et nous travaillons avec monsieur le secrétaire général pour que cela puisse advenir le plus tôt possible. Nous avons déjà commencé les consultations avec la société civile marocaine qui doit, comme vous le savez, proposer des candidats, onze au total. Je crois savoir, aussi, que messieurs les présidents des deux Chambres réfléchissent, de leur côté, aux huit membres qu'ils doivent proposer. De même, nous avons commencé des consultations pour constituer les commissions régionales, dont les présidents sont membres, à part entière, du Conseil national. Ce sont là, les deux premières grandes nouveautés par rapport au CCDH: une composition pluraliste (11 membres issus de la société civile, 8 autres proposés par les deux Chambres et 8 désignés par Sa Majesté le roi), et un Conseil national qui s'appuie sur des entités régionales,



Brahim Tanguar/actuel

Réconciliation

« Une gestion du dissensus »

Du 19 au 25 03 11

au plus près des citoyens. Le nouveau statut assure la totale indépendance du Conseil, lui donne des prérogatives élargies, dont notamment la possibilité pour les citoyens de saisir des allégations des violations des droits de l'homme, le droit de visiter les lieux de privation des libertés, de convoquer toute personne susceptible de fournir des informations sur des allégations de violations des droits fondamentaux, le droit de s'autosaisir, y compris avant la commission même, d'éventuelles violations, etc. Je rappelle que le rapport annuel du CNDH doit être présenté devant les deux Chambres, réunies en séance plénière.

Vous êtes aujourd'hui à la tête à la fois du CCME et du Conseil national des droits de l'homme. Quid du cumul des fonctions ?

Il n'est pas question de cumuler ces deux fonctions, et j'aurais largement de quoi faire au Conseil national des droits de l'homme. Mais il s'agit de préparer et d'assurer la transition pour le CCME.

Vous avez déjà travaillé et vous allez collaborer avec Abdelatif Mennouni, nommé président de la Commission pour la révision de la Constitution. Quel genre d'homme est-il ?

Tous les commentateurs ont déjà souligné son érudition, incontestable, son engagement, depuis ses années étudiantes, son grand sens de l'État. J'y ajouterai, simplement, sa douceur, son grand sens de l'écoute et cette urbanité qui en fait un ami rare.

Le pays vit à l'heure de nombreux changements, celui de la Constitution en premier. Qu'est ce que cela vous inspire ?

Je pense que nous sommes en train de connaître une réelle révolution tranquille, et on ne peut que ressentir du bonheur en vivant ce moment historique. C'est une nouvelle étape qui s'ouvre devant tout le peuple marocain, après les grandes réformes qu'ont constitué la Moudawana, la reconnaissance du pluralisme par la création de l'Institut royal de culture amazighe (IRCAM), les travaux de l'Instance équité et réconciliation (IER), le bilan sans concession et responsable qu'a constitué le Rapport du cinquantenaire, le lancement de l'Initiative nationale du développement humain (INDH)... J'ai déjà eu l'occasion de dire que pour le peuple marocain, l'histoire n'était

« Nous sommes en train de connaître une réelle révolution tranquille, et on ne peut que ressentir du bonheur en la vivant. »

pas finie, comme on a pu le prétendre, et que nous sommes en train de la faire. Nous avons encore une fois la preuve que ce n'est pas une vue de l'esprit : devant nos yeux, il y a une société marocaine vivante, dynamique et créative, et surtout pluraliste. Et un souverain, grand réformateur et visionnaire, en phase avec les aspirations et les immenses attentes du peuple. Et si vous le permettez, je pense à certains de nos disparus, dont Abdelaziz Meziane Belfqih et Driss Benzekri. Je crois qu'ils auraient été heureux de partager ce sentiment de fierté que je sens chez mes compatriotes.

Dans son discours, le roi a parlé de « La constitutionnalisation des instances en charge de la bonne gouvernance, des droits de l'homme et de la protection des libertés ». Pour vous, qu'est-ce que cela devrait signifier concrètement ?

Il n'y a pas de réelle démocratie sans assemblées reflétant le suffrage populaire et les rapports de force politiques, sans acteurs politiques, sans société civile et médias indépendants et sans, non plus, une justice indépendante, et des instances de contrôle des actes du gouvernement et de médiation avec les citoyens. Le discours royal fait allusion à cette dernière composante qui peut concerner toutes les instances chargées de protéger les droits des citoyens, de lutter contre la corruption, de protéger la liberté d'information, etc.

S'ils ont fait l'unanimité, les engagements figurant dans le discours du roi ont été jugés « insuffisants », tant par Al Adl Wal Ihsane que par le Mouvement du 20 février qui continue à appeler à la manifestation du 20 mars. Qu'en pensez-vous ?

La réconciliation n'est pas le consensus, mais la gestion pacifique et raisonnée du dissensus. C'est l'essence même du politique. J'y ajouterai une autre remarque issue de mon expérience internationale. Le droit international des droits de l'homme n'a pu avancer que grâce à la conjonction des efforts de trois acteurs essentiels : les États, les organisations internationales de défense des droits de l'homme et les experts indépendants. Chaque fois que ces trois acteurs se sont mis d'accord, ce droit a pu avancer.

La défense des droits de l'homme incombera évidemment au Conseil, mais aussi à l'ensemble des autres acteurs de la société civile, qui continueront leur fonction de veille, d'interpellation et d'anticipation. Et vous aurez remarqué avec moi la naissance, ces dernières années, de plusieurs associations régionales de défense des droits de l'homme justement. Ils sont à mes yeux de nouveaux partenaires avec lesquels nous avons à travailler, en plus des acteurs nationaux.

Propos recueillis par
Bahaâ Trabelsi

Un professionnel des droits de l'homme

Ancien vice-président de la Ligue des droits de l'homme en France et l'un des piliers de l'IER, Driss Yazami semble être taillé pour le job, peut-être plus qu'au sein du CCME où il s'est fait de nombreux ennemis. Sa dernière sortie était d'ailleurs digne d'un vrai « droitelhomiste » : il fut l'un des premiers à soutenir l'opposant tunisien

Kamel Jendoubi de retour au pays après 17 ans d'exil. Sa présence à ses côtés, à Tunis le 18 janvier dernier, a fait couler pas mal d'encre. On a pu l'interpréter comme un soutien du Maroc aux révolutionnaires, ce qui a mis nombre d'officiels dans l'embarras. À son nouveau poste, l'expert en droits de l'homme sera plus à son aise. ■ E.L.B.

نظومة حقوقية متكاملة

تعززت
المنظومة
الحقوقية
المؤسسية في
بلادنا بإعلان
جلالة الملك عن
إحداث «مؤسسة
الوسيط، كهيئة
وطنية مستقلة
ومتخصصة، تحل
محل ديوان المظالم،
بالإضافة إلى إحداث
مندوبية وزارية لحقوق
الإنسان، والقراران معا



محتات الرصاص

باتيان أياما فقط بعد تحويل المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان إلى «المجلس الوطني لحقوق الإنسان».

لقد كان لافتا في حالتها التي المجلس الوطني لحقوق الإنسان ومؤسسة الوسيط إلغاء الصفة الاستشارية عن الهيئتين، واعتبارهما هيئتين وطنيتين مستقلتين، ما يفيد توجهها جديدا، بلا شك، يسعى إلى تجاوز صيغة المجالس الاستشارية لفائدة مؤسسات فعلية تمارس اختصاصات حقيقية وواضحة.

وهنا لا بد من التذكير أن صلاحيات مجلس حقوق الإنسان مثلا كانت دائما موضوع نقاش وسط النسيج الجمعي الحقوقية، وقدمت بشأن ذلك عديد توصيات ومقترحات من طرف منظمات حقوقية وطنية ودولية، كما أن تسمية «الوسيط» تردت كثيرا على عهد حكومة التناوب التوافقي، وأيضا وسط الفاعلين الجمعويين والحقوقيين والسياسيين، ومن ثم فإن القرارات الملكية، التي أعقبت خطاب تاسع مارس، تحمل استجابة وتفاعلا مع مطالب مشروعة عبر عنها داخل النقاش الوطني منذ سنوات، وهي تهدف إلى تفعيل الإصلاحات المؤسسية، وتمكين المغرب من منظومة حقوقية وطنية متناسقة وحديثة وناجعة، في انسجام مع المعايير الدولية ذات الصلة.

إن المؤسسات الوطنية الثلاثة لن تتولى فقط بلورة الحلول لمشاكل متراكمة من سنوات الرصاص، أو أنها ستهتم بقضايا الماضي وحدها، إنما سيكون دور مؤسسة مثل «الوسيط» مثالا هو حماية المواطنين في علاقتهم بالإدارة، وضد الشطط في استعمال السلطة، في حين تعتبر المندوبية الوزارية لحقوق الإنسان، بمثابة هيئة تنفيذية، مهمتها متابعة وتنسيق عمل القطاعات الحكومية المعنية، والسياسات العمومية في مجال الدفاع عن حقوق الإنسان والنهوض بها. وعليه، فإن المسعى في النهاية، هو صيانة كرامة المواطن وحماية حقوقه والنهوض بها، وفي هذه الهدفية تتجسد الاستجابة الملكية للمطالب الشعبية المعبر عنها بشأن تخليق الإدارة وإصلاحها، وبلورة المفهوم الجديد للسلطة على أرض الواقع، وجعل مختلف مرافق الإدارة في خدمة المواطن وليس العكس، أي أن هذه الهياكل المؤسسية لها طبيعة تفاعلية مع حاجيات حقيقية يرفعها المجتمع اليوم.

القرارات الملكية جاءت أيضا منسجمة مع روح الإصلاحات الدستورية التي أعلن عنها في تاسع مارس، وتمثل إرادة واضحة في إحداث عدد من إجراءات وتدابير تقوية الثقة في المسار الجديد، واستنهاض التعبئة المجتمعية بغاية إنجاحه. المطلوب اليوم متابعة هذه الدينامية، ومواكبتها لإنجاحها، ولتفعيل إجراءاتها على الأرض وبشكل ملموس، وذلك بدل مواصلة رفضوية غريبة، لا تفتح بصرها عما يحدث، وعما يعلن عنه، وكان تاسع مارس لم يكن.

rmahtat@yahoo.fr